

Lettre des Administrateurs salariés d'EDF SA

N°99

février 2024

Parrainés par la CGT



Cécile
PICHOT



Fabrice
GUYON

Nous contacter

Fabrice GUYON :
fabrice.guyon@edf.fr
Tel 06 22 56 27 70

Cécile Pichot :
cecile.pichot@edf.fr
Tel 07 61 77 74 80

EDITO : les orientations de vos Administrateurs salariés CGT au cœur de l'actualité législative et de textes qui structureront le secteur de l'énergie pour les prochaines décennies.

Le projet de Loi sur la souveraineté énergétique a été amputé d'articles vidant la loi d'une grande partie de son sens, puis reporté en fin d'année. Ces articles supprimés devaient aborder les objectifs chiffrés pour le renouvelable, le nucléaire et le thermique décarboné. Ils pourraient être intégrés directement dans la prochaine PPE (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie). Quel contenu sera retenu ? Ce report interroge au vu de l'urgence des futurs besoins énergétiques et des enjeux climatiques.

Il est regrettable que les salariés, les vrais experts soient complètement oubliés dans le projet de loi souveraineté énergétique qui ne comprend pas de volet social !

La sortie des énergies fossiles est un impératif pour l'avenir sur notre planète

La transition écologique va se réaliser dans un contexte géopolitique incertain. La lutte contre le réchauffement climatique et la souveraineté énergétique sont des enjeux majeurs et transverses à tous les autres. Une énergie électrique fiable, peu chère et à faible empreinte carbone sera la fondation sur laquelle l'économie française pourra se reconstruire, permettant des relocalisations industrielles pour de nombreux secteurs nécessaires à une remontée de notre souveraineté, hélas abandonnée au gré de la mondialisation.

La baisse de notre empreinte écologique ne doit pas se réaliser par une **sobriété subie**, à cause de prix trop chers, qui impacteraient nos entreprises et les citoyens les plus démunis. **Une électricité accessible, un droit à l'énergie et la lutte contre la précarité énergétique** sont les clés de réussite de notre transition.

L'exemple récent de l'agriculture, avec des décisions prises sans mesurer leurs impacts, nous invite à ne pas raisonner sur les seuls critères économiques ou administratifs.

Tout ce qui nous entoure (chaise, maison, voiture, bâtiments etc.) a nécessité de l'énergie : extraction de matières premières, transformation, transport, utilisation, ...). Aujourd'hui en France, l'électricité représente 30% de cette énergie, le reste étant de l'énergie fossile carbonée. Demain pour mener à bien la baisse des émissions de CO2, nous allons baisser l'utilisation des énergies fossiles et **augmenter la consommation d'électricité à faible empreinte carbone** : prévisions entre 550 à 900 TWélec à l'horizon 2050. Le développement des réseaux et de moyens de production pilotables sera nécessaire pour assurer l'équilibre du réseau.

Aussi, certaines de nos industries devront passer de l'énergie fossile vers l'électricité bas carbone et pour une part bénéficieront d'aides publiques. Ces aides versées, pour réduire drastiquement leur impact environnemental, doivent être conditionnées à des contreparties environnementales mais aussi sociales. Or, récemment, l'accord annoncé pour ArcelorMittal ne précise pas ces contreparties nécessaires avant de toucher de l'argent public qui va financer 50% de cet investissement privé !

« **Bâtir notre souveraineté énergétique** » et faire de la France le premier grand état à sortir des énergies fossiles » ne se fera pas que par de belles paroles. Vos Administrateurs salariés parrainés par la CGT s'attachent à avoir des éléments concrets associés aux paroles, et cela dans l'intérêt des salariés et de l'entreprise.



PMT Plan Moyen Terme

Lors de la présentation du PMT à 3 ans, la priorité a été mise sur le désendettement d'EDF. Privilégier le désendettement ne doit pas se faire au détriment de nos engagements sur la transition climatique.

De même une **modération de la « masse salariale »** (nos salaires, le nombre d'emplois) aura des conséquences sur notre attractivité. Cela nuirait à nos objectifs industriels indispensables dans la transition climatique nécessaire maintenant et pour les générations futures.

Hydraulique

Les territoires, métropolitains et certains extra-marins disposent de points d'appui avec l'hydroélectricité. Nous devons sortir de l'impasse des mises en demeure de la Commission européenne sur la mise en concurrence des concessions.

Administrateurs salariés parrainés par la CGT, nous nous réjouissons des discussions entre EDF, le gouvernement et Bruxelles. Il est temps de sortir de cette ornière en préservant nos ouvrages hydrauliques en **maîtrise publique**, biens communs loin des spéculations mais en les considérant comme des outils des territoires et de la France pour l'électricité et les différents usages de l'eau : électricité, soutien étiage, agriculture, eau potable...

Evolutions du parc de production nucléaire et thermique

Le réchauffement climatique va entraîner des conséquences sur nos installations, rendements, conditions d'exploitations rendues plus difficiles. Pour cela, nous devons impérativement **adapter** nos installations.

Les objectifs européens de réduction de 90% de nos émissions de CO2 en 2040 corrélés à des besoins en électricité pilotable croissante implique pour nos centrales thermiques classiques un passage aux biogaz, e-fioul. Ces évolutions doivent se faire en cohérence avec les besoins d'agriculture alimentaire et surtout en s'appuyant sur la vraie richesse de l'entreprise : les travailleurs.

La filière construction nucléaire

Le groupe a annoncé le dérapage des coûts et du planning d'HPC. Malheureusement cela était prévisible comme l'avait exprimé la CGT dès le lancement du projet.

Ces déboires doivent nous servir d'expérience au moment où nous allons engager la construction du futur parc nucléaire français.

Le Groupe EDF se retrouve dans une situation singulière où **EDF détient directement ou indirectement une partie importante de la supply-chaine du nucléaire civil.**

Geast ex Alstom branche énergie, bradée aux USA par E Macron (turbines Arabelle), devrait revenir dans le giron français. Cette acquisition par le Groupe EDF est indispensable pour reconstruire l'outil industriel et relancer la filière de construction de centrales nucléaires. Mais cette période d'incertitude où le rachat est sans cesse repoussé est très difficile pour les salariés et fragilise le maintien de leurs compétences.

Pour Framatome en croissance interne avec des embauches, et externe avec l'achat de tout ou partie de l'activité contrôle-commande de Rolls-Royce, BHR, Valinox, Efinor, le contrôle commande de Schneider Electric et récemment Jeumont Electric est un atout industriel pour le groupe et la filière.

Récemment, la sortie d'Assystem du capital de Framatome racheté par EDF nous laisse avec un actionnariat franc pour EDF de 80,5% des actions de Framatome.

Les compétences des salariés du Groupe et de la filière doivent être encouragées. La réussite du futur parc nucléaire doit être encouragée par des conditions sociales attractives.

Accord Etat sur le prix du nucléaire

L'Etat conscient de la position d'EDF, qui même après plus de 20 ans de libéralisation du système électrique demeure l'élément essentiel aux enjeux énergétiques et climatiques de la France, a dû revenir à 100% dans le capital d'EDF.

Comme le dit le gouvernement : *« EDF a 65 milliards de dette, il faut trouver un équilibre pour atteindre sa rentabilité, entre les intérêts industriels, ceux des artisans et commerçants, des petites entreprises, et la stabilité des prix garantie pour les consommateurs. »*

Nous partageons ce constat et cette ambition et approuvons la fin (enfin !) annoncée de l'Arenh.

Nous sommes cependant dubitatifs sur **l'usine à gaz qui est censée lui succéder !** Elle livrera 100% de la production d'électricité au marché...

Ce dispositif post Arenh avec des seuils de captation des revenus en cas de montée des prix ne protège pas EDF en cas de baisse des prix de l'électricité. Baisse des prix déjà observée depuis plusieurs mois.

Administrateurs salariés parrainés par la CGT nous proposons de **sortir l'électricité du marché.** Avec le passage en monopole public, nous supprimerions les intermédiaires, les pseudo sociétés de vente d'électricité alternatives (qui ne produisent pas 1 électron).

Le marché n'est pas efficace et ne peut tout simplement pas relever les défis qui sont devant nous car basé sur un retour sur investissement le plus court possible.

Avec une planification publique nous optimiserions le système et nous avancerions dans le bon sens pour tout à la fois donner à EDF les moyens de réaliser la transition énergétique de la France tout en fournissant une électricité la moins chère possible.